



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/P
Email: lecanardenfurie@gmail.com
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

6^{ème} année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN N° 268 du lundi 07 MARS 2022

Drame

Pourquoi le Caporal-chef Mansour a-t-il été assassiné ?



Redéploiement de Barkhane au Niger

Les acrobaties de la majorité au pouvoir : entre opportunisme et hypocrisie face à la France

Déclaration de la "MAJORITE"

MRN : un cri de détresse

Dans cette déclaration, l'on ne lit aucune volonté de désamorcer une bombe sociale et politique qui couve, gravement explosive dans une société faite de malaises et de colères profondes, inassouvies. Il n'y a pas de magie : si Bazoum veut régner en président de tous les Nigériens, il doit savoir écouter les autres Nigériens et donner des chances à la paix et son pouvoir déjà contesté depuis huit moi. S'il se veut président d'un clan, c'est son choix. Il doit l'assumer. Mais la roue tourne...

Et on aura compris que le régime vit des moments de constipation politique, inquiet à regarder un horizon qui s'assombrit...

P.4

Grogne des commerçants et cherté de la vie

Les consommateurs entre le marteau et l'enclume

Le député Omar Hamidou TCHIANA écrit au Président Emmanuel Macron

Le président de la Fenifoot en direct sur Télé Sahel

Les vérités du colonel major Djibrill Hima Hamidou

Amères vérités

Le Niger devient dangereux et personne n'est à l'abri de ce qui est arrivé malheureusement à Mansour Maman. Si la logique n'est pas inversée, c'est la descente aux enfers

Un militaire enlevé en pleine ville de Niamey, en plein jour et sous les yeux d'une de ses connaissances avec qui il était et puis... plus rien. Après 29 ans de service dans l'armée, Mansour... a été assassiné puis le corps est déposé, tranquillement, à l'hôpital comme dans les films de la mafia sicilienne. Manifestement, ceux qui ont perpétré cette sale besogne étaient sûrs de leur couverture, de la toute-puissance de leur commanditaire et ne craignaient nullement de déposer le corps là où il peut être retrouvé et identifié. Certes, le certificat de constatation de la mort de Mansour indiquait « inconnu ». Pourtant, il était en tenue militaire et le médecin qui a signé le certificat ne pouvait l'ignorer puisqu'il n'était pas aveugle. Il a toutefois pris le soin, pour sa propre couverture, de mentionner que c'était un corps sans vie qu'on lui a amené. Deux, trois questions, se posent.

1. Qui sont ces individus qui ont déposé le corps de Mansour Maman à l'hôpital et pourquoi il n'est pas fait mention de l'identité, au moins, d'un d'entre eux ?

2. Qui a commandité l'enlèvement et l'assassinat de Mansour Maman ?

3. Celui qui était avec Mansour au moment où il a été kidnappé est-il sans reproche ?

Ces trois questions, bien évidemment, sont interreliées car, si ceux qui ont déposé le corps de Mansour Maman à l'hôpital ne sont pas forcément ceux qui l'ont tué, ils connaissent toutefois l'identité de ceux-là. Et si ce sont eux qui l'ont tué, ils connaissent certainement le commanditaire de cet odieux assassinat. Quant à celui qui était avec Mansour au moment des faits, il faut bien se demander pourquoi s'est-il simplement contenté de fuir. Il n'a alerté les passants, ni pris la peine de relever la plaque minéralogique du véhicule, encore moins tenter de s'interposer.

Laissons aux enquêteurs, aujourd'hui ou demain lorsque les circonstances s'y prêteront, le soin d'apporter les éclairages nécessaires à cette affaire. Pour notre part, il s'agit, non pas de nous interroger, mais de constater et de nous inquiéter de la tournure dangereuse que prennent les événements. C'est tout de même un militaire qui est enlevé, puis tué quelque temps après. Un fait inédit, mais qui n'est pas si éloigné de tous ces événements qui, sur le plan de la sécurité, ont paru insolites, pour ne pas dire pleins de suspensions.

Parmi ces événements insolites, il y a, en bonne place, la spectaculaire évasion d'Alassane Ould Mohamed alias Chebani Ould Hamma, un dangereux terroriste qui a pu « s'évaporer » dans la nature en juin 2013, en plein jour, alors qu'il était en détention à la prison civile de Niamey. À la clé, deux gardes pénitentiaires (gardes nationaux) ont été butés et Chebani a disparu dans la ville de Niamey, comme s'il a été rapidement happé par les commanditaires de son exfiltration de prison. Déjà, avant cet événement crapuleux, Chebani était un drôle de prisonnier qui

a droit à tout et qui utilisait fréquemment le bureau du régisseur pour recevoir des visiteurs et pour se relaxer. Le trafiquant et terroriste Chebani s'est fait arrêter, par la suite, par les services américains, semble-t-il et depuis lors, l'on n'a plus entendu parler de lui.

Il y a ensuite la spectaculaire (vraie-fausse ?) évasion d'un certain Abdaleem Attahir Ashraf, placé sous mandat de dépôt depuis le 22 octobre 2014. Un dangereux terroriste de nationalité soudanaise qui a pu s'échapper, tout seul, de la prison de haute sécurité de Koutoukalé, dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 2018, en profitant, a-t-on appris, d'une pluie torrentielle. Comment a-t-il réussi à s'évader ? Comme Chebani, il a certainement bénéficié de complicités. Une autre version existe d'ailleurs à propos de ce terroriste soudanais.

Il y a ensuite ces dépôts de drogue, des tonnes de drogues, découverts à Niamey et qui ont certainement prospéré grâce à de grandes complicités. C'est sans parler de toutes ces personnalités proches du pouvoir qui ont été compromises dans des affaires de trafic de drogue. Et pour qui connaît les liens dynamiques entre le terrorisme et le trafic de drogue, il ne peut déduire que de l'existence, dans les rayons du pouvoir, de fortes présomptions de complicités.

Or, lorsque les trafiquants de drogue et les terroristes caporalisent le pouvoir d'Etat, il n'y a plus de sécurité pour le citoyen. L'enlèvement suivi de l'assassinat du sergent Mansour Maman serait-il la manifestation d'une telle pourriture ? Que Dieu nous en garde ! Ce qui est certain, c'est que dans un pays qui présente les tristes caractéristiques de la gouvernance en cours, il faut craindre que le soldat Mansour ne soit que la première victime d'une croisade de type nouveau qui consiste à juger des citoyens quelque part, à leur insu et à prononcer une sentence à leur encontre. Une sentence fatale comme celle qui a emporté le soldat Mansour et fait désormais de ses neuf enfants, des orphelins de père.

Le Niger est assurément mal, très mal gouverné. En plein jour et à Niamey, des individus enlèvent un sergent des Forces armées nigériennes (Fan), l'assassinent froidement avant de déposer tranquillement le corps à l'hôpital national de Niamey et pas un mot de la part du ministre de l'Intérieur, responsable de la sécurité publique, encore moins du ministre de la Défense nationale. Même pas un communiqué pour condamner le fait et promettre de mener une enquête en vue de démasquer les auteurs et de les châtier. Il y a indiscutablement quelque chose qui cloche. Le sergent Mansour, qui a tout de même passé 29 ans de sa vie sous les drapeaux, ne mérite-t-il pas cela de la part de l'État ?

Le Niger devient dangereux et personne n'est à l'abri de ce qui est arrivé malheureusement à Mansour Maman. Et si la logique n'est pas inversée, c'est la descente aux enfers.

BONKANO

La guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine

Des moqueries crachées au visage

Pendant la période coloniale, surtout au moment des opérations menées par les troupes de conquêtes et pacification, l'Afrique Occidentale a vécu sous les affres inoubliables de la Mission-Voulet et Chanoine, deux officiers français qui ont endeuillé les peuples africains sur leur passage. De Dakar à N'djamena, partout où elle est passée, la Mission Afrique Centrale a incendié des villages et assassinés des milliers d'africains. Au Niger, cette Mission a sévi sur les régions du fleuve (Karma, Say et Boubou), à Lougou le village de Sarraounia Mangou, à Birni N'Konni où elle a décimé plus de la moitié de la population. Tous ces actes de barbarie n'avaient pratiquement pas impressionné les français à la recherche de la gloire. Le Ministère des colonies s'en délectait et se voyait en train d'engranger des victoires qui finiraient par faire grandir son empire colonial. Les villages incendiés, les milliers d'africains brûlés vifs juste pour avoir manifesté leur patriotisme à défendre leur terroir ; les animaux arrachés aux propriétaires ; les porteurs recrutés sur place et traités comme des animaux de transports ; tous ces actes odieux ne disaient absolument rien à la conscience française. Soit.

Soit ! Il a fallu attendre Dan Kori dans la région de Maradi pour que le Colonel Klobb fût tué ; un blanc, un français. Scandale et horreur ! Les réactions tombaient de la France comme des nuées de sauterelles. Cet événement avait alors pris le nom de drame de Dan Kori ; comme si tous les crimes commis derrière n'étaient pas une série de drames, les uns plus tragiques que les autres. Il a suffi juste qu'un (1) seul blanc tombe pour que cela devienne un drame.

C'est pratiquement le même contexte insultant que nous vivons à l'heure actuelle. Dans le cadre du conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine, l'opinion internationale se déclare fortement choquée face à l'ampleur de la catastrophe en cours ; en effet, ce n'est pas moins de 200 personnes, presque tous des militaires qui ont été tués dans ce conflit. L'Occident tout entier est en deuil et on condamne un peu partout l'ampleur de ce que l'on juge comme un énorme drame. Soit.

Faisons un petit saut dans l'Histoire du 19^e siècle, notamment sur les grands conflits ou situations qui ont traumatisé et endeuillé profondément certaines régions du monde. Notons juste les conflits suivants : Iran-Irak ; Le génocide Rwandais ; la guerre en Libye contre Kadhafi ; la guerre en Syrie... etc. Voilà des épisodes tragiques de l'Histoire sombre de l'humani-

té pendant lesquels des milliers voir des millions d'êtres humains ont perdu la vie. A l'origine de ces conflits, ce sont encore les manœuvres surnoises de la géopolitique tirée par les cornes par les nations sanguines occidentales. Dans cette revue, fixons-nous sur les traitements faits de ces événements par la presse occidentale. On a certes évoqué de nombreuses pertes en vies humaines ; cependant, la réalité des chiffres des victimes et l'ampleur exacte des dégâts occasionnés n'ont été connus que plus tard. De véritables catastrophes tant sur le plan humain que matériel. Des années de reconstruction en Irak n'ont pas encore effacé les stigmates de cette guerre où les américains ont été reconnus criminels de guerre. Néanmoins, aucun procès n'a suivi. Dans tous ces conflits, l'ampleur était des milliers de fois plus importante et catastrophique que ce qui se passe actuellement en Ukraine. D'ailleurs, comme évoquer plus haut, l'essentiel des victimes sont des militaires, des gens morts dans l'exercice de leur fonction. C'est un choix qu'ils ont fait et c'est en cherchant à tuer d'autres qu'ils sont tombés. Que dire alors du million d'êtres humains disparus dans la guerre du Golfe ? Et ceux du conflit Libyen ? Non cela n'a visiblement pas d'importance car ça se passe en Asie, en Afrique... loin des soi-disant chevaliers de la civilisation universelle. On veut toujours nous faire avaler la propagande colonialiste qui présente les européens comme des élus, des gens incapables d'animosité ; alors même que les pires barbaries ont toujours été perpétrées par l'Occident. Rien que les fours crématoires d'Hitler sont des horreurs jamais vécues au monde. Tous faisons attention car cet autre européen, ce civilisé qui répond au nom de Poutine peut tout faire péter dans la plus grande barbarie. Pour le moment, il se retient de faire usage de l'arme nucléaire ; mais pour combien de temps encore ? Ce type a déjà annoncé et montré de quoi il est capable ; il peut raser Paris, il peut effacer l'Europe de la carte du monde, il peut laminer... le pauvre Nigeria en faisant disparaître Lagos en une trentaine de minutes. Attention ; prenons au sérieux toutes ces menaces.

Ceci dit, restons objectifs dans nos propos. Les africains ne sont nullement les champions de la barbarie ; les autres peuples sont des humains non pas des mouches qu'on peut écraser en silence. Donc, ce ne sont pas 200 Ukrainiens tombés en faisant le travail de leur choix qui vont nous empêcher de dormir. Prions juste que le conflit ne s'embrase pas.

K.O

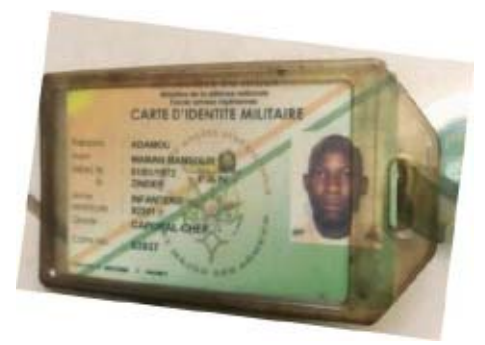
Drame

Pourquoi le Caporal-chef Mansour a-t-il été assassiné ?

La semaine dernière, un homme en tenue militaire a été enlevé par des hommes à bord d'un véhicule, alors qu'il venait de quitter le domicile de sa maman au quartier Liberté de Niamey. Selon les premiers témoignages rapportés sur les réseaux sociaux, l'homme est un militaire en service et s'appelle Adamou Maman Mansour. Il serait caporal chef et était avec un de ses amis au moment de son enlèvement. Le rapt et l'assassinat du caporal chef Adamou Maman Mansour inaugu-

rent une dangereuse façon de régler les malentendus. C'est un précédent très fâcheux. La concomitance de l'enlèvement et le meurtre pose problème. Quelles sont les structures qui ont un tel professionnalisme et une telle audace d'organiser, en pleine journée et au vu et au su d'innombrables témoins, une telle opération commando ? Si Adamou Maman Mansour était un haut gradé de l'Armée, on pourrait penser à un soupçon de tentative de déstabilisation. Il n'est que caporal chef.

Même dans ces conditions, les services chargés des renseignements généraux ou militaires, n'ont pas le permis de tuer aussi rapidement. On aurait pris le temps de lui soutirer des informations. A moins qu'il n'ait entendu quelque chose qu'il ne devait pas entendre. Aurait-il été témoin de quelque chose qui ne doit pas être su ? A-t-on voulu le faire taire ? Cette affaire doit être rapidement résolue. D'autant que le rapt a eu lieu en présence d'un de ses compagnons. Aurait-il eu de dangereu-



ses liaisons ? La célérité de la justice doit permettre d'apaiser l'inquiétude des Nigériens et permettre à sa vieille maman, à ses neufs enfants et à sa compagne de faire leur deuil.

Le témoignage émouvant de Zoubair Birdson Mahamane Dansounsou

« Who is the next (qui est le prochain)???

Peut être moi, vous, un parent ou encore quelqu'un d'autre de plus ou de moins important que Mansour. Chose certaine si un militaire qui a fait 29 ans dans l'armée peut être enlevé et tué en plein jour à Niamey, alors, plus personne, je dis bien plus personne dans ce pays ne peut se dire en sécurité.

Le président de la république dans sa récente sortie médiatique a dit à son peuple, aux Nigériens "je fais de mon mieux" Pour moi, ce mieux dont le président fait allusion est celui la paix et de la sécurité dans notre pays. Une réalité qui nous concerne tous et qui nous demande des efforts, de don de sois et même de sacrifice dont font preuves nos militaires chaque jour, au front comme à l'intérieur du pays. Comment, un militaire qui a fait 29 ans dans l'armée, peut il être aussi facilement enlevé en tenue militaire, en plein jour, et en plein capitale de Niamey, pour être quelques heures après retrouvé mort et jeter à la morgue de l'hôpital de Niamey avec un constat de décès "Inconnu" par la décharge, puis transféré immédiatement à la morgue de Yantala pour processus d'enterrement.

Quand Mansour est rentré saluer sa maman ce mardi vers 11h00, il était accompagné à moto par un de ses amis. Après avoir salué sa maman et lui dire au revoir, il quitta la maison.

Soudain, 5 individus dans une voiture 4x4 se jetèrent sur lui:

"Qui êtes vous, qui êtes vous, qu'est ce que je vous ai fait, qu'est ce que je vous ai fait... lâcher moi, lâcher moi..." Une lutte acharnée, mais sous le regard impuissant des passants, Mansour fut immobilisé et emporté dans le véhicule par 5 individus non identifiés.

Son ami avec qui il était à moto démarra et s'en alla sans pouvoir assister Mansour. Il se présenta au service et informa ses collègues.

Entre temps, des témoins rentrent dans la maison pour informer Hajia "La maman" de Mansour. "Mansour vient d'être enlevé par 5 individus dans une voiture.

Sur ses trois pieds, avec une opération au ventre, Hajia la maman de Mansour se précipita à la PJ (police judiciaire) pour informer que son fils vient d'être enlevé. La bas on l'écoute attentivement et on lui dit de se calmer, ils vont le chercher.

La journée et le temps passent sans nouvelles et les inquiétudes s'accroissent. Car le téléphone de Mansour sonne, mais personne ne décroche. Ce qui n'est pas de ses habitudes, surtout quand c'est Hajia qui appelle.

Très inquiète, Hajia demande aux frères et sœurs de Mansour d'aller vérifier à l'hôpital. Une fois à l'hôpital, ils vérifient à l'urgence puis à la morgue. La bas, on leur dit qu'un corps inconnu vient d'être envoyé à la nouvelle morgue de Yantala.

La famille se précipite à la morgue de Yantala et découvre le corps d'un homme en

tenue militaire. "Ina Lilahi wa Ina ileyhi Raji'oun" C'est Mansour, ils l'ont tué.

Tout de suite, la maman, se précipite pour informer la gendarmerie. "Mon fils est un militaire, il a été enlevé et tué, sur son corps c'est écrit inconnu, il est à la morgue de Yantala". La gendarmerie se précipite sur les lieux et identifie le corps de Mansour et promet une enquête afin de connaître les circonstances du décès ou disons plutôt du "meurtre" de Mansour.

Loin des sentiments et critiques et des questions que peut susciter cette publication sur un réseau social, l'inquiétude pour moi est de comprendre comment un militaire en tenue peut-il être identifié inconnu à la morgue.

Quoi qu'il ait fait ou commis comme crime, Mansour mérite-t-il d'être tué? Qu'a-t-il fait? Qui l'a enlevé? Pourquoi a-t-il été tué?

Là, sont autant de questions auxquels ni sa mère, ni ses frères, ni ses sœurs, ni ses 9 enfants devenus à jamais orphelins et encore moins nous, n'auront peut être jamais de réponses. En quittant, une des filles de Mansour « Oummi » âgée de 7 ans m'a suivis lorsqu'elle m'a entendu dire que je vais à la morgue. Elle m'a dit:

« Tonton, je peux vous suivre pour voir le corps de mon père pour une dernière fois? » je n'ai pas pu lui donner de réponse, mais je sais qu'au fond de moi, in sha Allah, elle verra son si chers Papa au Paradis. Car, nous a dit le prophète Muhamad (PSL). « Toute âme du croyant ôtée injustement, ira au Paradis » Mansour en dehors d'être un militaire était aussi un très bon croyant. Ce qui le connaissent lui attribuent la Sunnah.

Nous devons être une nation, un peuple de paix et de quiétude sociale ou plus aucun enfant de ce pays ne doit craindre autre qu'Allah soubahanahou wa ta Allah. Aucun Nigérien ne doit être victime d'une menace quelconque moins encore d'un chantage pour céder à plus forte raison perdre sa vie.

Pas besoin de conclure qu'aujourd'hui, en ces moments très très difficiles pour notre pays, la vie la plus chère au Niger est celle d'un militaire. J'en donnerai la mienne pour celle d'un soldat qui matin, midi, soir veille juste pour que mon pays et mon peuple puisse vivre en paix.

Qu'Allah bénisse et protège tous les militaires de notre pays ou qu'ils soient et quelque soit leur grade. Amine amine, amine. Ainsi que vous paisible citoyens et citoyennes du Niger. Amine »

Redéploiement de Barkhane au Niger

Les acrobaties de la majorité au pouvoir : entre opportunisme et hypocrisie face à la France

La bourde du Président Bazoum Mohamed a manifestement ébranlé le pouvoir en place. Après les tentatives de certains ministres et conseillers qui ont tenté, en vain, d'éteindre le feu allumé de la main présidentielle, ce sont les partis de la majorité au pouvoir qui se sont employés à la tâche. Le samedi 5 mars 2022, ils ont rendu publique une déclaration dans laquelle le Pnds Tarayya et ses alliés ont fait remarquer que « le Niger est entouré de cinq foyers de

tensions et de guerres asymétriques dans lesquelles nos vaillantes forces de défense et de sécurité ont su défendre et préserver l'intégrité de notre pays avec bravoure et détermination ». L'entrée en matière de la déclaration des partis de la majorité présidentielle laisse ainsi penser qu'il s'agirait d'une position qui exclue toute présence militaire étrangère sur le sol nigérien. Pourtant, il n'en est rien. La suite est un vrai cocktail, une salade qui traduit, souligne Issa

Kanga, dans un post sur les réseaux sociaux, la position hypocrite des partis alliés au pouvoir. Il dénonce... Son jugement n'est peut-être pas faux. Prétendre reconnaître de grands mérites aux forces de défense et de sécurité nigériennes sans leur laisser de mener leur mission, dans la plénitude de la souveraineté nationale relève d'une pirouette des plus osées. Il s'agit, dit un observateur, de ménager la chèvre et le chou.

Selon une source politique qui a requis l'anonymat, l'objectif de la déclaration des partis de la majorité présidentielle n'était pas de vanter les mérites des forces de défense et de sécurité, mais il leur fallait sacrifier à cette routine. Selon des observateurs, l'hommage rendu aux Forces de défense et de sécurité nigériennes n'est visiblement qu'un accessoire utile, des ornements

Suite page 5

Déclaration de la "MAJORITE"

MRN : un cri de détresse

Le Niger démocratique traverse les moments les plus difficiles de son histoire. Jamais, il n'a été aussi méticuleusement et savamment divisé ; jamais ses enfants n'ont été – et pour quel dessein sinistre – méthodiquement opposés, jamais l'économie n'a été saccagée par des prédateurs de gros poils qui ont relevé l'unité du détournement et du vol dans le pays au milliard, jamais l'école et la jeunesse n'ont été aussi abandonnées, jamais le pays n'a été confronté à un problème de sécurité qui a fragilisé l'Etat désormais incapable de protéger des populations, jamais des écoles n'ont été fermées du fait de l'insécurité avec des milliers d'enfants qui ne vont plus à l'école, jamais des problèmes de régions (cas des fêtes tournantes et de l'insécurité) n'ont été «régionalisés» que sous ce régime des socialistes. Jamais la démocratie n'a été «sectarisée», violente, minée par les injustices criardes et une exclusion sauvage que par le socialisme nigérien. Ce sont des problèmes vrais que vivent les Nigériens dans leur âme et personne ne saurait les empêcher de le dire, d'exprimer leurs malaises, leur mal-être. Gémir lorsqu'on a mal n'est que naturel...

Après une déclaration moche dans laquelle, la MRN, amputée de l'APR dans une telle démarche, assurait Bazoum Mohamed de son soutien, la même structure revient à la charge, avec en fin de semaine dernière, le samedi plus précisément, une autre déclaration qui est le signe que le régime est fébrile, traversé par quelques appréhensions, conscient enfin sans doute de ses fragilités et d'une situation nationale délétère dont il pourrait redouter les complications. Mais au lieu d'avoir la responsabilité qu'impose le contexte qu'une conjoncture régionale et internationale oblige au tact et à la finesse politique, la MRN croit que des déclarations peuvent la protéger, oubliant que le peuple ne croit plus en elle et que les Nigériens, attendant plus des actes concrets, ont plus que jamais tourné le dos à son socialisme «frelaté» et à l'iniquité de sa gouvernance, de loin la plus désastreuse que les Nigériens n'aient jamais connue depuis plus de soixante ans. Gouverner, c'est de l'art qui appelle un savoir-faire autant qu'un savoir être qui manquent cruellement aux socialistes nigériens, plus portés par leurs vanités et leur arrogance. Pourtant, objectivement, il y a à faire attention : la dernière chronique de Jean-Baptiste Placca interpelle.

La dernière déclaration de la MRN ne surprend pas car elle reste dans le même registre, dans le même sillage, celui notamment de faire croire que tout va bien et qu'elle serait sur la bonne voie quand la réalité montre et dit tragiquement tout le contraire. Comment peut-on de manière si sui-

cidaire se mentir ainsi pour croire pouvoir triompher sur le faux ? Depuis quelques jours et après ce qu'on a appelé la conférence des cadres initiée par Bazoum Mohamed pour aborder avec des Nigériens la situation du pays, certains avaient cru naïvement que le régime avait enfin compris la gravité de la situation pour annoncer de grandes décisions afin de décrier le climat politique et social, et appeler au sursaut patriotique afin de sauver un pays sur lequel planent plusieurs menaces en rendant possibles le pardon et la réconciliation. Le PNDS, peut-il comprendre qu'il est allé trop loin depuis dix ans qu'il a gouverné ce pays et qu'il a détruit la nation fragile, elle et ses valeurs, les valeurs de probité, de rigueur que d'autres régimes ont inculquées aux Nigériens dont on n'avait jamais douté, ailleurs et en d'autres temps, de l'intégrité ?

Le régime, dans ses maladresses, ne sait plus comment s'en prendre pour corriger ses défauts et communier avec un peuple qui ne croit plus. Depuis la sortie du président mal préparée d'un point de vue communicationnel, l'on a vu des acteurs politiques, ouvriers du régime, envahir l'espace médiatique pour recadrer le message du magistrat suprême et dire que les Nigériens ne comprennent plus français pour comprendre le langage philosophique du président philosophe. Peuvent-ils croire que les Nigériens puissent comprendre cette déconstruction-reconstruction du discours présidentiel qui tente laborieusement de donner un sens nouveau mais raté du message de Bazoum Mohamed sur une situation réelle que des populations vivent douloureusement dans le pays ? Les Nigériens ne sont pas dupes ! Et ils ne mangent pas de cette salade.

Comment peuvent-ils reconnaître dans leur fameuse déclaration que «le Niger reste le plus confronté» à la menace sécuritaire et ne pas comprendre ceux qui – et ils sont nombreux désormais – dans le pays rejettent leur politique et demandent une refonte totale d'une gouvernance qui ne voit partout que l'argent à gagner pour prendre le soin de caser un tel et un tel à un «poste juteux» et tant pis qu'il n'y ait pas de résultats pour le pays, l'essentiel étant que les siens se soient grassement enrichis. Le Niger, peut-il continuer à vivre ainsi et surtout quand, dans le même moment, échappant au contrôle du régime et de son socialisme hybride, le coût de la vie ne fait que montrer en flèche et que les ménages se précarisent ? Pourquoi, le PNDS et ses alliés ne le disent pas, pourquoi ils ne disent pas que la situation inquiétante pousse plusieurs secteurs de la vie nationale, notamment certains dont les acteurs sont proches du régime, à aller en grève



depuis des jours. Ce que les Nigériens disent n'est pas qu'une seule vie de l'esprit.

Et comme on peut s'y attendre – la Renaissance ayant habitué les Nigériens à ces condamnations faciles se refusant à regarder en face la triste réalité d'un pays qui vit et va mal – les socialistes reviennent avec leurs obligés politiques, alliés soumis et assujettis, pour dire, manquant de solutions aux problèmes vrais des Nigériens, que ce sont d'autres qui seraient à la base de tout dans le pays. Analyser un discours, est-ce du seul ressort, du seul apanage des socialistes, de leurs seules compétences pour croire qu'un autre ne puisse pas lire entre les lignes pour donner sens à un message politique fut-il le plus énigmatique et surtout quand cela vient d'un homme qui n'a jamais su que parler avec sa sincérité pour dire sans gang ce qui vient de son cœur et de son âme ? Finissant de brosser la situation d'un pays qui va mal et qu'ils gouvernent depuis plus de dix ans – ce qui aurait suffi à faire comprendre qu'ils sont incapables puisqu'ils reconnaissent dans la déclaration que la situation ne fait que se dégrader au plan sécuritaire de jour en jour – les socialistes et leurs alliés en viennent à la conclusion facile que ce que vit le Niger ne viendrait que de la lecture étriquée de gens malveillants qui chercheraient noise à leur système. Aussi, disent-ils que «C'est le lieu de fustiger l'attitude de certains de nos concitoyens qui tentent d'exploiter et de mal interpréter le message du Président de la République, Chef de l'Etat lors de la conférence des cadres». Mais alors, pourquoi avoir besoin d'expliquer «un langage clair et franc» ? La clarté, a-t-elle besoin d'explication, de justifications somme toute fastidieuses ? La clarté, n'est-ce pas ce que tout le monde – y compris les non-initiés – peut comprendre ? On ne joue pas avec l'intelligence d'un peuple, ni ne ruse avec l'Histoire. Et on entend cette phrase terrible dont on ne sait plus à quoi elle rime : «Or, dans la démarche du Président de la République, il n'y a ni ethnicisme, ni volonté de violer l'indépendance de la justice». Pourquoi parler de ce qui n'existerait pas ? Qui a dit, en utilisant le «Je», et pas une fois dans son intervention, sachant

bien qu'un «nous» au moins le mettrait hors de tout soupçon, qu'il a fait libérer des terroristes et qu'il les a même reçus au palais de la présidence où ne peuvent plus aller des adversaires politiques depuis plus de huit ans ? La MRN ? Peut-elle croire que Bazoum ne sache plus la différence entre «Je» et «nous» ? Soyons sérieux, voyons !

Et on peut comprendre la mise en scène de la déclaration avec les acteurs mis en focus. Il se trouve que le renforcement de la cohésion auquel appelle la MRN, faut-il être sincère avec soi-même, ne se fait ni avec de la démagogie, ni avec les paroles d'un artiste, ni encore avec les paroles prêchées d'un leader religieux quelconque. Et si tant est que le régime croit à la cohésion nationale et voudrait travailler à son «renforcement», il doit aller au-delà des mots pour poser des actes courageux, politiquement forts qui peuvent convaincre et vaincre des cœurs sceptiques. Les Nigériens ne demandent d'ailleurs pas mieux mais ils croient que le régime, jusqu'ici, et ce malgré les professions de foi qu'on a entendue maintes fois, n'est pas sur la bonne voie et avec la bonne manière. Un pays est un bien commun pour lequel, un groupe, fut-il majoritaire, ne peut, seul, décider. En effet, le Niger n'appartient pas plus à Bazoum Mohamed et sa majorité qu'à ces autres Nigériens qu'on voudrait écraser et anéantir parce qu'ils ne seraient pas politiquement avec le régime, pensant autrement pour assumer leur différence dans la démocratie.

Dans cette déclaration, l'on ne lit aucune volonté de désamorcer une bombe sociale et politique qui couve, gravement explosive dans une société faite de malaises et de colères profondes, inassouvies. Il n'y a pas de magie : si Bazoum veut régner en président de tous les Nigériens, il doit savoir écouter les autres Nigériens et donner des chances à la paix et son pouvoir déjà contesté depuis huit moi. S'il se veut président d'un clan, c'est son choix. Il doit l'assumer. Mais la roue tourne...

Et on aura compris que le régime vit des moments de constipation politique, inquiet à regarder un horizon qui s'assombrit.

A.I

Suite de la page 3

dont les partis de la majorité présidentielle croient devoir se parer avant toute homélie sur la présence de forces militaires étrangères, particulièrement les forces françaises de Barkhane, Takuba étant mort-née. Leur préoccupation, dit notre source, était de deux ordres. Il s'agissait, dit-elle, d'exprimer leur solidarité et leur soutien au Président Bazoum, sévèrement critiqué au sein de l'opinion nationale pour avoir déclaré avoir libéré et reçu immédiatement des terroristes au palais présidentiel. C'était lors d'une conférence des cadres qu'il a animée le 25 février 2022 à Mahatma Gandhi. Et en se faisant le devoir d'exprimer leur solidarité et leur soutien sans ambages au Président Bazoum, les

partis de la majorité présidentielle ont fait d'une pierre, deux coups en réaffirmant leur adhésion au redéploiement des forces armées françaises initialement présentes au Mali.

Faut-il déduire que la libération des terroristes et l'invite faite aux forces françaises de Barkhane de venir s'installer au Niger procèderaient d'une quête de paix et de cohésion sociale pour le Niger ?

Les partis au pouvoir disent avoir vu dans les boutades du Président Bazoum un « langage clair, franc et direct sur les perspectives de redéploiement au Niger des forces étrangères, «redimensionnées et réajustées» pour l'accompagnement de notre pays dans la lutte con-

tre les groupes armés terroristes ». On ignore ce que les partis politiques de la majorité entendent par « redimensionnées et réajustées ». Cependant, ils s'en réjouissent, non sans consacrer au rituel qui veut qu'il soit fait mention des Fds nigériennes. Et pour ne rien laisser au hasard, les partis de la majorité présidentielle assimilent la décision de Bazoum Mohamed à un « engagement responsable dans sa quête de paix et de cohésion sociale ». Faut-il déduire que pour les partis au pouvoir, la libération des terroristes par le Président Bazoum et l'invite faite aux forces françaises de Barkhane de venir s'installer au Niger procèderaient d'une quête de paix et de cohésion sociale pour le Niger ?

Dans la voie choisie par Bazoum Mohamed, il bénéficie, en tout cas, comme la déclaration l'a si bien fait ressortir, du soutien ferme des partis de la majorité qui disent l'encourager à prendre, en sa qualité de magistrat suprême, chef des armées, toutes initiatives tendant à renforcer la sécurité, la paix et la quiétude sociale entre citoyens nigériens. Seulement, les mesures préconisées et prises par le Président Bazoum et avant lui, Issoufou Mahamadou, n'ont pratiquement rien apporté au Niger. Rien que des larmes, de la désolation et de vastes territoires laissés à la merci des terroristes. La libération des terroristes et la présence militaire française sont réellement sujettes à caution. Pour les organisations de la société civile, la motivation du pouvoir de Niamey est ailleurs. S'il croit tant aux forces de défense et de sécurité nigériennes, pourquoi recourt-il tant à des forces militaires étrangères qui, du reste, n'ont apporté aucune valeur ajoutée dans la lutte contre le terrorisme ?

Il n'y a jamais autant de poux que sur les têtes roses

Ce sont des milliers de soldats qui se retrouveraient finalement au Niger, aux portes du Mali, font observer à Hassoumi Massoudou, les journalistes français qui l'ont interviewé lors de sa visite en France. Ils semblaient eux-mêmes surpris par la facilité avec laquelle les autorités de Niamey ont accédé à la requête de l'Elysée. « Je ne connais pas le nombre », laisse entendre le ministre des Affaires étrangères nigérien, étalant la légèreté dont on accuse les autorités nigériennes, prêtes à tout pour faire plaisir à l'Elysée.

Faisant sans doute allusion à la précision du chef de l'État qui a eu la maladresse d'indiquer que parmi les chefs terroristes, il y avait même un zarma, ses soutiens politiques ont souligné qu'il n'y a, dans la démarche de Bazoum Mohamed « ni ethnicisme ni volonté de violer l'indépendance de la justice ». Pourtant, ce n'est pas l'avis de nombreux Nigériens qui ont vu dans ce propos de Bazoum Mohamed une volonté de stigmatisation d'une des composantes de la population nigérienne. La mention n'apportait rien à l'information qu'il avait donnée. Quid, donc, des partis au pouvoir qui disent « fustiger l'attitude de ceux qui tenteraient d'exploiter et de mal interpréter le message du Président Bazoum, allant jusqu'à lui faire des procès d'intention ? Si, pour le pouvoir, il s'agit là d'habitudes malsaines qui consisteraient à chercher des poux sur un crâne rasé, certains rétorquent qu'il n'y a jamais eu autant de poux que sur les têtes roses.

Doudou Amadou

Le député Omar Hamidou TCHIANA écrit au Président Emmanuel Macron



M. Omar HAMIDOU TCHIANA
Député à l'Assemblée Nationale,
Député au Parlement Panafricain,
Ancien Ministre d'Etat

Niamey, le 5 mars 2022

A,

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Française
Palais de l'Elysée,
Paris, France

Objet : Présence des forces Takuba et Barkhane au Niger

Monsieur le Président de la République,

Les pays du Sahel, malgré leurs innombrables richesses, n'ont paradoxalement pas pu se prémunir des épidémies, des crises alimentaires et même se passer de l'aide d'autres nations pour assurer la sécurité de leurs populations.

Au nom de cette solidarité, la France intervient, depuis 2013 au Sahel, dans la lutte contre un terrorisme alimenté par les armes provenant de l'effondrement de l'Etat Libyen après l'assassinat du Président Kadhafi en 2011.

Le 10 juin 2021, à l'occasion d'une conférence de presse à l'Elysée, vous aviez déclaré que vous n'enverriez plus les frères d'armes des soldats français tombés sur le champ d'honneur dans des pays qui négocient avec les terroristes.

A ce propos, lors d'une conférence des cadres, tenue le 25 février 2022 à Niamey, Monsieur Mohamed BAZOUM, a affirmé négocier avec des chefs terroristes, à travers plusieurs émissaires. Suite à ces contacts, il a fait libérer de prison et reçu au Palais de la Présidence du Niger sept terroristes, pendant que des opposants, des acteurs de la société civile et, même récemment, un chef religieux, septuagénaire, gardent prison.

Dès lors, il appert que ses relations ambiguës contredisent votre opposition à toute négociation avec ceux qui tuent les militaires français et Nigériens qui défendent la liberté.

De fait, les liens assumés de Monsieur Mohamed BAZOUM avec les groupes terroristes compromettent le redéploiement de la force Takuba au Niger, si l'on s'en tient à votre promesse, ci-dessus, faite aux soldats et au peuple français, le 10 juin 2021.

En outre, le sentiment d'hostilité des populations du Sahel envers les forces étrangères en raison des résultats mitigés sur le terrain, exacerbé au Niger par la mort, jusque-là impunie, de trois jeunes manifestants pacifiques, perpétrée par des éléments de la force Barkhane, le 27 novembre 2021 à Téra, rend la présence des forces Takuba et Barkhane inopportune.

Veuillez croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.

Omar H. Tchiana
Omar HAMIDOU TCHIANA

CC : Candidats à l'élection présidentielle française 2022

64 Rue du Sahel, Niamey, Niger Tél : 20330474 E-mail : tchianaomar@gmail.com Twitter et facebook : @omartchiana

Suite à la rencontre entre le Président français Emmanuel Macron et des Chefs d'Etat du G5 Sahel à Paris le 17 février dernier, Macron a affirmé que c'est avec l'autorisation des autorités nigériennes que ce redéploiement des forces Barkhane et Takuba se fait. Tout récemment au cours d'une conférence des cadres le président Bazoum Mohamed a tenté d'expliquer le bien fondé de ce redéploiement au Niger. Pour ces raisons, en tant que nationaliste et représentant du Peuple à l'Assemblée Nationale, Député au Parlement Panafricain et ancien ministre d'Etat, que M. Omar Hamidou TCHIANA a écrit à M. Emmanuel Macron, Président de la République française.

Grogne des commerçants et cherté de la vie

Les consommateurs entre le marteau et l'enclume

La manifestation pacifique de rue n'est pas la seule forme de lutte citoyenne pour contraindre un pouvoir à revenir à de meilleurs sentiments. Les commerçants de Niamey l'ont démontré, mercredi 2 mars dernier, à travers la journée "marché fermé" que leurs syndicats ont organisé pour marquer leur rejet de la facture certifiée, du rehaussement de la taxe professionnelle et de patente synthétique ainsi que le problème de passavant auquel ils sont confrontés. Le gouvernement a désespérément tenté de faire échouer l'action, en dépêchant la veille de la journée "marché fermé", soit le mardi 1^{er} mars, le ministre du Commerce sur le terrain pour demander aux commerçants de boycotter le mot d'ordre. Le ministre Alkache Alhada accompagné pour la circonstance d'un groupe d'opérateurs économiques, militants du parti rose, a sillonné les principaux marchés de la capitale pour entretenir les commerçants sur le caractère infondé et inopportun du mouvement. Dans tous les marchés qu'il a eu à visiter, les gens l'ont écouté religieusement mais son message est entré dans une oreille pour en ressortir aussitôt dans l'autre. Le fiasco de l'action auquel ses accompagnants et lui s'attendaient n'a pas été au rendez-vous. Aucune fausse note dans le mouvement d'ensemble. Les commerçants de tous les marchés de Niamey et même ceux qui exercent leurs activités commerciales hors des marchés ont maintenu fermés leurs commerces toute la journée. De nombreux grands magasins implantés autour des marchés, des boutiques de quartiers, des étalagistes officiant aux alentours des centres de commerce, etc., ont répondu favorablement à l'appel de leurs syndicats. Au grand dam du ministre Alkache et les opérateurs économiques du PNDS Tarayya qui croyaient encore avoir une influence certaine sur les bases. C'est perdre de vue que lesdites



bases ont compris leur jeu trouble. Ils ont compris qu'ils roulent pour leur parti au pouvoir au lieu de défendre les intérêts des commerçants qui croulent sous le poids des impôts et taxes divers ainsi que certaines nouvelles réformes à l'instar de cette affaire de facture certifiée en application depuis septembre 2021. Pendant des mois, le gouvernement ne voulait même pas écouter leurs plaintes, à fortiori s'asseoir autour d'une table avec eux pour discuter. Devant le succès éclatant de la journée "marché fermé" du mercredi 2 mars, la posture méprisante du pouvoir à leur égard a subitement changé. Le Premier ministre, Ouhoumoudou Mahamadou, s'est empressé d'appeler les responsables syndicaux du secteur pour une séance de discussions autour de leurs doléances, jeudi 4 mars, dans la salle des banquets de son cabinet. A l'issue des échanges, le PM a promis un examen minutieux par un comité technique, de tous les points débattus afin d'aplanir les divergences. Si le gouvernement est revenu à de meilleurs sentiments, ce n'est certainement pas de gaîté de cœur. Il a dû prendre la mesure de la grave crise financière à laquelle il s'exposerait en continuant de s'agripper à sa position. Lors de la seule journée sans marché à Niamey, Dieu seul sait combien l'Etat a perdu en ter-

mes de recettes fiscales. Si d'aventure les syndicats décidaient de reconduire mouvement en l'élargissant aux autres régions du pays, ça serait une catastrophe énorme pour les caisses de l'Etat. Il convient de noter que cette brouille entre les opérateurs économiques et l'Etat par rapport à l'instauration de la facture certifiée et la hausse de la taxe professionnelle et la patente synthétique intervient dans le contexte d'une flambée débridée de prix des produits alimentaires et non alimentaires.

Entre le marteau et l'enclume

Le gouvernement cherche à améliorer substantiellement ses recettes fiscales en exerçant une forte pression fiscale sur les opérateurs économiques pour parvenir à ses fins. Une activité commerciale s'exerce pour être rentabilisée. Avec la pandémie du Covid 19 qui a considérablement impacté de manière négative les échanges commerciaux (augmentation des coûts de transport des marchandises), les mauvaises récoltes enregistrées à l'issue de la précédente campagne agricole, l'interdiction par certains pays voisins de l'exportation de vivres en direction de chez nous, etc., l'approvisionnement réguliers de nos marchés en produits alimentaires est devenu plus compliqué et onéreux. Conséquemment, les prix des den-

rées sont revus à la hausse par les commerçants. Le ministre du Commerce a récemment brandi ces arguments pour justifier cette situation difficile que les consommateurs endurent. Le phénomène a commencé à s'observer depuis l'apparition de la pandémie du Covid 19 pour prendre de l'ampleur progressivement. Présentement, très peu de denrées alimentaires sont épargnées, même parmi celles produites localement. Mais ce qui est surtout déroutant dans l'affaire, c'est cette augmentation quasi hebdomadaire des prix en détail. Le prix du litre d'huile végétale, par exemple, est passé de 900 francs il y a quelques semaines, à plus de 1300 francs aujourd'hui. La baguette de pain qui coûtait 200 francs pendant longtemps a grimpé à 250 voire 300 francs par endroits. Les prix du lait, du sucre, du riz importé, du mil, du maïs, du niébé, etc., connaissent le même renchérissement, alors même que le pouvoir d'achat des consommateurs n'a pas connu une quelconque amélioration. C'est bientôt le mois de jeûne de Ramadan, dans moins de quatre semaines. A l'allure où les prix grimpent, ça va être un mois très dur pour les populations. A moins évidemment que le gouvernement ne mette en place un mécanisme de régulation des prix des produits de grande consommation d'ici là.

Tawèye

Page 6

Le président de la Fenifoot en direct sur Télé Sahel

Les vérités du colonel major Djibrill Hima Hamidou

A l'initiative d'un groupe de journalistes sportifs, le président de la Fédération nigérienne de football était en direct, vendredi dans la soirée, sur la télévision nationale. Durant plus d'une heure, il a été question du football nigérien. Le financement de cette discipline sportive, le développement du football féminin et des jeunes, la réorganisation du championnat national, les infrastructures et surtout la place de ce sport au niveau international ont été au menu de cette émission. Au vu des derniers résultats de nos équipes dans les compétitions internationales, le président de la Fenifoot n'a pas mis de gants pour justifier les résultats qui ne correspondent en rien aux efforts faits par toutes les parties. Il a loué la volonté des plus hautes autorités, de tous les temps, à accéder aux multiples et importantes sollicitations du football. Il aussi exprimé sa gratitude à l'ensemble des intervenants qui, par leurs réflexions, abnégations et dons de soi, permettent au football de vivre et de prospérer. Cependant, constatera le président de la Fédération, en dépit des sacrifices des autorités, du bureau exécutif, des différents intervenants, des inconditionnels supporters, des athlètes, l'envol pris par le football national a connu un sérieux ralentissement. Du fait exclusif de certains compatriotes qui ont systématiquement entrepris de saboter tous les efforts faits pour sortir notre football des sentiers battus. Quelques mois seulement après l'arrivée, à la tête de la Fédération, l'équipe du président Djibrill Hima Hamidou, réussira ce qu'aucune autre n'a pu réaliser. Dès 2011, l'équipe nationale des locaux se qualifiera pour les phases finales du Championnat d'Afrique (CHAN), une nouvelle compétition de la Confédération Africaine de Football. Au Soudan, le Mena a été simplement superbe. Dans la foulée, le Mena A se qualifiera, pour la première fois de l'histoire du football nigérien, à une phase fi-



nale de la Coupe d'Afrique des Nations en 2012. Pour son baptême de feu, à Libreville au Gabon, le Niger n'a pas été ridicule. Une année plus tard, en 2013, le Mena obtiendra une deuxième qualification pour une phase finale en Afrique du Sud. Ces résultats ont suffi pour rendre jaloux et furieux certains compatriotes. Et ce fut le début d'un lynchage systématique de la Fédération. Tout est mis en œuvre pour détruire. Pour discréditer l'équipe, la gestion des fonds de la FIFA sera régulièrement mise en cause. L'objectif étant d'assécher les financements et empêcher ainsi toutes les activités entrant dans le cadre

du football. A force de persévérance, un procès, sur dénonciation de ces mêmes individus, visera la Fenifoot. Il a pour objet certains fonds obtenus à l'issue de la première qualification à une phase finale de la CAN. En 2011, à la suite de cette qualification, devant le peu d'expérience pour de tels événements et la faible disponibilité de moyens, la Fédération et les autorités ont convenu qu'il soit prélevé quelque chose sur les appels téléphoniques. Ainsi, un peu plus de quatre cent millions ont été obtenus. C'est la gestion de ces fonds que les adversaires de l'équipe dirigeante ont dénoncé amenant l'ouverture d'une information judi-

ciaire. Et ce n'est que récemment l'affaire a été vidée avec un non lieu. Cela a donné l'occasion au président de la Fenifoot d'éclairer les Nigériens sur cette affaire. A l'époque, plus de la moitié de l'enveloppe a été utilisée dans la communication. Et c'est l'entreprise de communication d'un des plus grands pourfendeurs de la gestion de la Fédération qui a obtenu le marché. Salifou Mayaki aurait bénéficié de ce marché de plus de deux cent millions. Il était en ce moment membre du Comité exécutif de la Fédération. Un délit d'initié. Un autre pourfendeur actuel de l'équipe du président Djibrill Hima Hamidou serait celui qui a été chargé de la prospection à Libreville dans le cadre de l'hébergement de l'importante délégation qui accompagnait le Mena. C'est lui qui avait négocié et retenu les hôtels et sites d'hébergement. Et serait plus d'une centaine de millions. Lui aussi était membre du comité exécutif de la Fenifoot. Dans les deux cas, les justifications auraient été laborieuses. Cette cabale serait, dans une large mesure, à la base des résultats en dents de scie. Elle a eu le mérite d'éloigner les sponsors, de faire douter les autorités et de démobiliser les joueurs.

Modibo

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba

99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

Email: lecanardenfurie@gmail.com

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur Les presses du **Groupe de presse le Monde d'Aujourd'hui**

Voyager paisiblement, dans le confort et en toute sécurité avec STM transport voyageurs



Une nouvelle façon de voyager !!

STM : Arrivés de nouveaux Bus dans le cadre du renouvellement du parc automobile pour l'année 2022



Comme d'habitude en début de chaque année la STM rénove ce parc automobile. Ce qui fut fait cette année 2022, marquée par la mise en circulation de nouveaux bus. Les clients les découvriront dès le 1^{er} Mars. Des bus prenant en compte toutes les améliorations visant à mettre le client dans le confort et la sécurité durant son voyage. La STM reste toujours au service de sa clientèle. STM, une nouvelle façon de voyager.



La force d'une compagnie de transport compétitive est son parc automobile. Conscient de cela, STM remplace régulièrement ses anciens bus par de tout nouveaux bus modernes, confortables et à la pointe de la technologie en matière de transport de voyageurs.